

• **HA BILLEMENT**
• **CUI RS**
• **TEX TILES**

C.F.D.T.

HA CUI TEX N° 300 - DÉCEMBRE 1976

SOMMAIRE

- **EDITORIAL**
L'année 1976 est terminée, l'action a été positive. N'attendons pas le printemps pour continuer l'action dans les entreprises.
- **VIE FEDERALE**
L'action au cours du mois de novembre.
- **POUR UNE MEILLEURE PROTECTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS**
Le conseil national confédéral a eu un important débat sur ce sujet. Nous en reprenons des éléments pour mener notre action sur ce terrain.
- **L'ACTION SYNDICALE CONTINUE AVEC LES RETRAITES**
Un responsable de la commission CFDT des retraités du Nord nous explique la nécessité de l'organisation des travailleurs à la retraite et l'importance des liens et de l'information CFDT pour les retraités.
- **CON LA USO (avec l'USO)**
Une délégation de la fédération HA-CUI-TEX a rencontré des militants de l'USO à Madrid les 12, 13 et 14 novembre 1976. Ils nous expliquent la réalité du textile et de l'habillement, la vie d'une organisation clandestine, l'avenir et les espoirs d'un syndicalisme de classe et de masse sur des bases autogestionnaires en Espagne.
- **LA CHARTE FINANCIERE ET TAUX DE COTISATIONS 1977**
Toutes les explications sur les cotisations de la part confédérale, fédérale, régionale à la part garantie au syndicat.
- **VERS LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE**
Un document qui apporte un complément au document « relations syndicats-partis ». Ce texte explicite les positions de la fédération HA-CUI-TEX sur des points importants de la résolution générale du congrès de FLERS. Il permettra de poursuivre la réflexion dans les syndicats et SSE.

ABONNEMENTS HA-CUI-TEX AUX MILITANTS

- A compter du 1^{er} janvier 1977, le prix de l'abonnement pour 1 an sera de :
- 24 francs pour l'abonnement « NORMAL »
- 18 francs pour l'abonnement « TARIF REDUIT » devant permettre aux militants ayant de bas salaires de recevoir l'information
- 30 francs pour l'abonnement « soutien et extérieur ».

L'information syndicale est indispensable pour mener l'action. **Tous les militants, même s'ils n'ont pas de mandat syndical, doivent être abonnés à HA-CUI-TEX aux militants.**

Il faut faire le point dans chaque section et commencer l'année 1977 en abonnant tous les militants.

RESPONSABLES

→ aux syndicats et sections

27 OCTOBRE : SPECIAL INTER-BRANCHES

- Chapeau !
- Se situer dans la période actuelle
- Nos objectifs revendicatifs
- Poursuivre l'effort de renforcement
- A — fiche — salaire — prix inflation
- B — fiche — sécurité sociale
- C — fiche — plan Barre
- l'information c'est aussi se réabonner !
- communiqué commun CFDT-CGT

4 NOVEMBRE : SPECIAL GANTERIE

- Projet de mensualisation
- Copie de lettre envoyée à M. BARNIER
- Evolution comparée de la valeur du point ganterie et du SMIC
- A titre de comparaison

5 NOVEMBRE : SPECIAL CHAUSSURES

- Compte rendu de la réunion paritaire ETAM-cadres du 27 octobre 76 et informations générales
- Avenant salaires ETAM, cadres à partir du coefficient 200

10 NOVEMBRE : SPECIAL HA-CUI-TEX BRETAGNE

- Pourquoi ce bulletin ?
- Constat de la situation régionale HA-CUI-TEX Bretagne
- Situation générale et revendications prioritaires
- 5^e semaine et 13^e mois
- S'organiser et se développer
- Calendrier des rencontres régionales
- Et maintenant... en avant toutes !

12 NOVEMBRE : SPECIAL TAS

- Compte rendu du bureau du comité de liaison du mercredi 3 novembre
- Informations diverses sur la réunion des 18 du 4 novembre
- Tableau des effectifs RPT en 76 par catégorie
- résultats des élections à Besançon

15 NOVEMBRE : SPECIAL COISNE ET LAMBERT

- Connaissance du groupe
- Avantages sociaux dans les différentes entreprises
- Organiser l'action syndicale dans le groupe
- Organigramme
- Liste des correspondants

25 NOVEMBRE : SPECIAL INTERBRANCHES : SEMAINE D'ACTION HA-CUI-TEX CFDT DU 6 AU 10 DECEMBRE :

- Rattrapage... ne pas attendre le printemps
- Modèle de tract à utiliser dans la semaine
- Schéma de prise de parole pour le temps fort du jeudi 9 décembre
- Communiqué fédéral : M. D'ORNANO refuse d'apporter des solutions aux problèmes d'emploi des travailleurs du textile.

Une conscience politique de classe...

« Je suis absolument convaincu que la moyenne de la classe ouvrière a un niveau de conscience très élevé. Chaque fois que les organisations, au lieu de fonctionner comme écran, font appel aux masses, les résultats sont extraordinaires. Ils l'ont été à Lip à présent comme à Rhodiaceta dans le passé (...) Oui, la classe ouvrière française est mûre pour combattre et même pour être une classe dirigeante (...) »

Il existe une mémoire ouvrière, qui malheureusement reste au niveau oral parce que les ouvriers ne l'écrivent pas. Mais il reste que l'ouvrier français a construit sa conscience à travers une série d'images depuis 1848, la Commune, 36 et dernièrement 68. Nous prenons une grave responsabilité quand, au lieu d'approfondir cette conscience, qui est une conscience politique de classe, nous lui faisons faire un pas en arrière, nous la restreignons dans un cadre purement syndical. Et ensuite, nous nous lamentons quand dans les usines, dans les assemblées, quelqu'un vient porter de l'extérieur son analyse politique, et que l'ouvrier reste sans arguments en face d'une théorisation même erronée, mais cohérente, de tel ou tel groupe gauchiste ou réformiste. Chaque fois que cela se passe, c'est à cause de nous, c'est de notre faute. »

**

Dans son dernier interview, réalisé en mars 1974, au journal italien « Il manifesto », Frédo KRUMNOW répondait à la question : la classe ouvrière est-elle mûre pour assumer le pouvoir, pour diriger ? Il répond oui et s'en explique (page 166).

Frédo KRUMNOW, militant du textile d'Alsace, secrétaire général de la fédération HA-CUI-TEX et dirigeant de la confédération, a conservé la sensibilité, l'enthousiasme et la générosité du militant de base.

Fait extrêmement rare chez un militant, Frédo a beaucoup écrit. Brillant orateur, il donnait à ses interventions la chaleur et le langage imagé de la condition ouvrière et de l'action syndicale.

Pour prolonger l'apport de Frédo, la fédération HA-CUI-TEX a rassemblé des écrits, interviews et prises de parole, en les résistant dans leur contexte afin de mieux comprendre leur signification.

Ce livre, CFDT au Coeur, retrace une période particulièrement importante de la CFDT au cœur des luttes, des combats de la Gauche et des débats sur le socialisme autogestionnaire depuis plus de 10 ans.

Pendant sa maladie, Frédo a réfléchi et écrit sur la stratégie syndicale et l'action politique, mais aussi sur la mobilisation populaire dans le cadre de l'arrivée de la gauche au pouvoir et de la transition au socialisme.

Un livre utile à vendre ou à offrir, aux militants et à tous ceux qui agissent pour la libération de la classe ouvrière.

Prix pour adhérents : 17 F + port.
Commandes groupées à la fédération HA-CUI-TEX.

SOMMAIRE

- **EDITORIAL**

L'année 1976 est terminée, l'action a été positive. N'attendons pas le printemps pour continuer l'action dans les entreprises.

- **VIE FEDERALE**

L'action au cours du mois de novembre.

- **POUR UNE MEILLEURE PROTECTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS**

Le conseil national confédéral a eu un important débat sur ce sujet. Nous en reprenons des éléments pour mener notre action sur ce terrain.

- **L'ACTION SYNDICALE CONTINUE AVEC LES RETRAITES**

Un responsable de la commission CFDT des retraités du Nord nous explique la nécessité de l'organisation des travailleurs à la retraite et l'importance des liens et de l'information CFDT pour les retraités.

- **CON LA USO (avec l'USO)**

Une délégation de la fédération HA-CUI-TEX a rencontré des militants de l'USO à Madrid les 12, 13 et 14 novembre 1976. Ils nous expliquent la réalité du textile et de l'habillement, la vie d'une organisation clandestine, l'avenir et les espoirs d'un syndicalisme de classe et de masse sur des bases autogestionnaires en Espagne.

- **LA CHARTE FINANCIERE ET TAUX DE COTISATIONS 1977**

Toutes les explications sur les cotisations de la part confédérale, fédérale, régionale à la part garantie au syndicat.

- **VERS LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE**

Un document qui apporte un complément au document « relations syndicats-partis ». Ce texte explicite les positions de la fédération HA-CUI-TEX sur des points importants de la résolution générale du congrès de FLERS. Il permettra de poursuivre la réflexion dans les syndicats et SSE.

ABONNEMENTS HA-CUI-TEX AUX MILITANTS

- A compter du 1^{er} janvier 1977, le prix de l'abonnement pour 1 an sera de :
- 24 francs pour l'abonnement « NORMAL »
- 18 francs pour l'abonnement « TARIF REDUIT » devant permettre aux militants ayant de bas salaires de recevoir l'information
- 30 francs pour l'abonnement « soutien et extérieur ».

L'information syndicale est indispensable pour mener l'action. **Tous les militants, même s'ils n'ont pas de mandat syndical, doivent être abonnés à HA-CUI-TEX aux militants.**

Il faut faire le point dans chaque section et commencer l'année 1977 en abonnant tous les militants.

N'attendons pas le printemps!...

- C'est la période des Fêtes mais elles ne doit pas être un moment de répit pour l'action.
- Refusons dès aujourd'hui de payer les frais de la crise.

Préparons une meilleure année 1977 par l'action immédiate avec les travailleurs.

- **POUR L'EMPLOI**
- **POUR LES SALAIRES**
- **POUR LE RATTRAPAGE**

● mais aussi :

le 13^e mois

la 5^e semaine de congés payés

— Un véritable statut unique réduisant l'écart avec les autres professions.

- **UNE BONNE ANNEE D'ACTION SYNDICALE DES LE 1^{er} JANVIER 1977.**

HA - CUI - TEX

26, rue Montholon - 75439 PARIS - Cédex 09

29^e ANNEE - NOUVELLE SERIE

Publication mensuelle
(Commission paritaire n° 632.D.73)

Le numéro : 2,00 F

- Abonnement annuel « NORMAL » : 22 F (10 numéros)
- Abonnement « TARIF REDUIT » : 17 F
- Abonnement « SOUTIEN et EXTERIEURS » : 27 F

au C.C.P. HA-CUI-TEX Paris 22-202-24

Pour les changements d'adresse, le signaler très vite et joindre la dernière bande avec 1,60 F en timbre poste.

Rédaction, Administration :

26, rue Montholon, 75439 PARIS, Cédex 09
FEDERATION DES INDUSTRIES HABILLEMENT,

CUIR, TEXTILE C.F.D.T.

Téléphone ligne directe : 824-92-27

Téléphone standard ou confédéral : 280-62-43

N'attendons pas le printemps !

Cette année a été encore plus fortement marquée que les précédentes, par la **récession économique** pour les travailleurs, le maintien d'un volant de chômeurs qui continue de s'accroître, un climat de crainte et de répression entretenu dans les entreprises et les villes : la police qui s'installe dans le métro parisien, le déploiement des forces de police dans toutes les manifestations ou actions syndicales jugées répréhensibles par le patronat et le gouvernement.

1976 a confirmé que la droite, patronat et gouvernement, refusent d'apporter une réponse à la situation qui se détériore de jour en jour.

Malgré toutes leurs tentatives pour faire accepter les restrictions qu'ils imposent à la classe ouvrière notamment les discours sur la revalorisation du travail manuel, sur la réforme de l'entreprise et la réduction des inégalités, **les travailleurs sont passés à l'action dans les entreprises.**

POUR L'EMPLOI

Les luttes sont plus longues, plus difficiles devant la volonté du patronat et du gouvernement de n'apporter aucune solution aux fermetures d'entreprises et aux licenciements.

POUR LES SALAIRES

Des actions nombreuses et diverses sur les augmentations égalières et le 13^e mois ont permis d'aller au-delà des accords nationaux qui ne garantissent pas de progression réelle du pouvoir d'achat.

POUR LE DROIT SYNDICAL

Une grande victoire de l'action syndicale : la réintégration d'Henri ASTIC licencié abusivement en février 1973.

Des actions collectives contre les licenciements ou les sanctions et avertissements à l'encontre des délégués et militants ont empêché les patrons de démanteler la CFDT : chez Bidermann, Manuvil, Grenix Makalu etc.

POUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Des temps de pause supplémentaires et des améliorations dans les conditions de travail ont été obtenus dans les entreprises par l'action des travailleurs.

POUR 1977, PLUS QUE JAMAIS L'ACTION S'IMPOSE DES LES PREMIERS JOURS DE JANVIER

La situation que veut nous imposer le plan Barre-Giscard n'est pas réjouissante. Son objectif faire payer la note aux travailleurs.

Ça suffit !... Les travailleurs ont payé déjà bien trop cher les inconséquences d'un système qui n'arrive plus à faire face aux problèmes qu'il engendre.

Nous ne pouvons plus attendre pour modifier cette situation.

Engager l'action dès aujourd'hui, c'est prendre des garanties sur l'avenir.

Mars et le printemps, c'est le temps des négociations sur les salaires. Elles seront le résultat de l'action que nous aurons menée aujourd'hui.

Souvent les travailleurs nous disent : « plutôt que de lutter pour augmenter les salaires, il faudrait bloquer les prix ».

Le moment est venu de leur démontrer que malgré un « blocage officiel » des prix depuis le 15 septembre, ceux-ci ont progressé de 1,1 % en septembre et de 0,9 % en octobre et ceci avec l'indice INSEE qui est en-dessous de la réalité !.

La seule garantie du pouvoir d'achat des travailleurs passe par la lutte sur les salaires.

DES A PRESENT, EXIGEONS :

- 2 000 F de salaire minimum garanti pour 40 heures
- 300 F d'augmentation pour tous.

Un réel rattrapage avec les autres professions, car si nous sommes à la traîne pour les salaires, nous le sommes aussi pour les avantages déjà obtenus dans les autres industries :

- le 13^e mois
- la 5^e semaine de congés payés
- une véritable mensualisation.

Plus que jamais l'action est nécessaire immédiatement pour garantir l'emploi et refuser de grossir les rangs des chômeurs surtout devant les déclarations inquiétantes du CNPF et du Ministre du travail incitant les patrons à licencier.

Dans toutes les entreprises, les revendications créatrices d'emploi doivent être portées par les travailleurs pour bloquer cette politique néfaste et obtenir :

- la réduction du temps de travail à 35 h par semaine sans perte de salaire,
- l'avancement de l'âge de la retraite à 60 ans et 55 ans pour les femmes et les travailleurs soumis aux travaux manuels, répétitifs et insalubres,
- mise en place d'une 5^e équipe pour le travail posté,
- 30 minutes de pause.

Le respect du droit syndical et des libertés car c'est aussi défendre les droits des travailleurs de s'exprimer, de s'organiser.

N'oublions pas que le renforcement de la CFDT c'est le meilleur garant de l'efficacité de l'action. Proposons l'adhésion à tous les travailleurs non syndiqués.

— ETRE OFFENSIF EN 1977 —

Passons à l'offensive dès janvier 1977 pour préparer une année de luttes et de victoires de la classe ouvrière.

Ce sont les meilleurs vœux que l'on peut faire aux travailleurs. Bonne année « d'action syndicale » avec la CFDT.

Paris, le 29 novembre 1976
J. SUZAT

A TRAVERS L'ACTION →

NOMBREUSES LUTTES POUR LE MAINTIEN DE L'EMPLOI

● ETS ST-JOSEPH A BORDEAUX (33)

Depuis le mois de juillet, la situation était considérée comme très inquiétante aux Ets St-JOSEPH — Bordeaux, qui est une importante fabrique de bonneterie. Plus de 1 000 salariés sont actuellement employés dans cette entreprise. Elle a obtenu, il y a quelques années, l'oscar de l'exportation. En effet, plus de 50 % de la production est écoulée à l'exportation. Des difficultés sont cependant apparues récemment, elles sont sans doute dues à une mauvaise gestion de la part des employeurs. Cela a pour conséquence de mettre en cause 1 000 emplois sur la région Bordelaise.

Les travailleuses sont rapidement passées à l'action, notamment par de nombreuses manifestations à la Préfecture, auprès de CHABAN DELMAS, auprès de la chambre patronale à Paris. Ces nombreuses démarches ont été appuyées par des assemblées générales des travailleuses. L'objectif étant bien le maintien de l'emploi sur place avec la garantie des avantages acquis. En effet, le patronat avait proposé un redémarrage de l'entreprise mais à condition de supprimer tous les avantages acquis, grâce à la lutte des travailleuses et notamment en remettant en cause l'accord d'entreprise qui prévoyait de meilleures classifications ainsi que des améliorations par rapport à la convention collective.

L'action, dès le mois de septembre, avait permis de mettre en échec les prévisions patronales et de maintenir en vigueur l'accord d'entreprise ainsi que d'obliger la direction à appliquer les augmentations de salaires conventionnelles prévues au niveau national.

De même l'action a obligé la direction à ne pas mettre en exécution 39 licenciements prévus en octobre.

Malgré les nombreuses démarches et délégations, le dépôt de bilan semble devoir se préciser. Pourtant la section syndicale CFDT constate que la nouvelle collection est jugée bonne et que de nombreuses commandes arrivent dans l'entreprise. Cependant, celles-ci ne peuvent être réalisées, car l'entreprise n'a plus de finances. Afin de populariser la compétence des travailleuses de l'entreprise St-Joseph, la section syndicale CFDT propose une conférence de presse au cours de laquelle sera présentée la collection. Après débat, il est finalement décidé que cette présentation de la collection se fera lors de la fête des catherine, le 25 novembre. Au cours de cette fête, la collection a donc été présentée par les travailleuses à la presse qui avait envoyé de nombreux représentants, notamment la chaîne FR 3.

Le 30 novembre, le bilan était déposé auprès du Tribunal de commerce. Un projet est soumis aux travailleuses de l'entreprise. Il prévoit le démantèlement en plusieurs établissements, ainsi que la récupération de tous les avantages acquis. Les acheteurs éventuels sont Tricosa et le groupe Anglais Selincourt ainsi que le groupe Montagut, bien connu pour la répression syndicale. Réunies en assemblée générale, les travailleuses ont refusé un redémarrage qui prévoyait 360 licenciements et l'annulation des avantages acquis par la lutte.

Le 1^{er} décembre, les travailleuses cessaient le travail et organisaient de nombreuses assemblées générales dans l'entreprise.

● ETS BALAY MACLAS (42)

Fin octobre, cette entreprise textile déposait son bilan. Aussitôt la section CFDT a convoqué une assemblée générale des travailleurs qui a été très bien suivie. Au cours de cette assemblée générale, la direction a voulu faire une contre-information avec l'appui des cadres. Les travailleurs ont répondu qu'ils voulaient maintenir l'emploi sur place ainsi que leurs droits au travail. Au cours de cette assemblée générale, il a été décidé une distribution de tracts à la population afin de populariser le conflit.

Plusieurs assemblées générales et manifestations ont été organisées. Fin novembre, 50 licenciements étaient annoncés. Immédiatement, les travailleurs ont débrayé plusieurs heures et occupé l'entreprise. Le climat semble favorable à une occupation complète, afin de faire pression pour maintenir la totalité des emplois.

● ETS DANCHIN — LINFLOR — LA MADELEINE (59) et LIEVIN (62)

Dans ces établissements, des licenciements ont été annoncés lors du comité central d'entreprise du 8 novembre. 16 licenciements à La Madeleine, 57 à Liévin. Parmi les 57 licenciements prévus à Liévin se trouvent 13 élus dont 9 CFDT. Il est à noter que les principaux responsables de la section syndicale CFDT sont dans la charette des licenciés. De plus, on peut noter que l'entreprise a besoin d'ouvrières sur machines et parmi les élues licenciées, 5 sont des ouvrières sur machine !!!

L'action a été engagée afin de supprimer ces licenciements, notamment par une délégation auprès de la direction régionale de la main-d'œuvre.

● MAS, Habillement à Toulouse (31)

Les 540 ouvrières de l'entreprise ont estimé insuffisante l'augmentation de 0,60 F faite à la commission paritaire régionale.

Elles ont entamé une grève illimitée le 15 octobre en vue d'obtenir les 0,90 F revendiqués. Cette grève devait se poursuivre jusqu'au 5 novembre. Les conditions de travail et de vie de plus en plus pénibles ont été déterminantes dans la décision de la lutte.

Une augmentation à valoir sur celle de mars a été obtenue et appliquée dès le mois d'octobre.

Cette grève collective, avec de nombreux débats en assemblée générale, a démontré l'importance de l'unité des travailleuses et la nécessité de mobiliser l'ensemble des ouvrières de l'habillement avant les réunions paritaires, afin que les patrons soient obligés d'en tenir compte dans leurs propositions. La grève a aussi permis de renforcer la CFDT par de nouvelles adhérentes.

● RHONE-POULENC TEXTILE, PEAGE DE ROUSSILLON

Depuis que le Ministre du Travail a autorisé les licenciements au Péage, l'action se durcit. En effet, face à cette décision, les travailleurs de RPT ont décidé d'occuper l'entreprise. En riposte, la direction a décidé le lock-out de l'atelier qui continuait encore à fonctionner et qui fabriquait les flocons d'acétate. La direction a en effet déclaré « qu'elle n'était plus en mesure d'assurer la sécurité des personnes et du matériel à la suite de la présence dans l'usine des ouvriers licenciés ». Après plus d'une semaine de lock-out, la direction accorde une entrevue aux organisations syndicales mais ne revient pas sur ces positions. Elle exige l'évacuation des ateliers de production avant toute négociation.

Le mardi 30 novembre, les travailleurs de Péage de Roussillon manifestaient à Paris devant le siège de l'Union des Industries Textiles.

● TANNERIES FRANÇAISES REUNIES — Le Puy — Bort-les-Orgues

A la Nouvelle Société d'exploitation des TFR, l'annonce a été faite par la direction de 250 à 300 licenciements. Il a d'autre part été annoncé que des sociétés étrangères prendraient des participations importantes dans la nouvelle société des TFR.

La CFDT a pris position contre ces mesures de licenciement qui réduiraient considérablement les effectifs employés.

L'action s'est organisée, notamment par des délégations au Ministère du Travail, au Ministère de l'Industrie mais aussi plusieurs manifestations au Puy.

Fin novembre l'action se durcit, car on parle de dépôt de bilan.

● TANNERIES D'ANNONAY

A la tannerie d'Annonay, l'action se poursuit pour la réintégration des chômeurs non encore réintégrés à ce jour. Plusieurs démarches ont été faites auprès du directeur de l'agence nationale pour l'emploi d'Annonay. Des réunions régulières rassemblent les travailleurs qui n'ont pas encore été reclassés.

D'autre part, le syndicat HA-CUI-TEX - CFDT d'Annonay mène l'action avec les travailleurs en retraite. C'est ainsi qu'ils ont dû mener l'action pour faire maintenir l'accord qui avait été signé lors du redémarrage de la tannerie et qui visait à maintenir les 90 % aux tanneurs ayant 57 ans en 1974, et ceci jusqu'à 65 ans et 3 mois. Les ASSEDIC pensaient pouvoir remettre en cause cet accord. L'action des retraités avec la CFDT a été efficace.

● REO — Fougères (35)

A l'initiative de la CFDT, une journée « portes ouvertes » s'est tenue le 16 octobre. Ce fut un succès qui a permis d'atteindre la population locale. Beaucoup de visiteurs sont passés dans les ateliers en activité, se sont arrêtés devant les panneaux reprenant le déroulement du conflit, en passant bien sûr par les stands où était exposée et proposée la production.

Après 8 mois de lutte, les pouvoirs publics en restent encore à de vagues promesses.

L'action continue, manifestant ainsi la volonté des travailleurs de vivre et travailler au pays.

● LICENCIEMENTS DANS LE GROUPE PROUVOST MASUREL

— A LIVRY-GARGAN, (93), 43 licenciements ont été annoncés dans cet atelier de bonneterie. L'action est menée en commun avec la CGT. Plusieurs assemblées générales ont déjà eu lieu ainsi que des délégations auprès de la Préfecture et du conseil général.

— SUBLISTATIC Tourcoing (59)

Dans cette entreprise qui utilise un procédé moderne d'impression, les travailleurs ont séquestré pendant quelques heures 4 membres de la direction. En effet, la direction de cet établissement a envisagé de déménager l'entreprise dans le département voisin. Il est à noter que le procédé Sublistatic qui a été inventé à Tourcoing, est maintenant en exploitation industrielle dans de nombreux pays, notamment en Australie, Japon, Porto Rico, Hongkong etc. La maison mère a même été implantée en Suisse. Cette société par ses nombreuses filiales inonde le marché français de tissus imprimés à des prix défiant toute concurrence. Encore un exemple d'importations dites sauvages, réalisées par un important groupe textile français.

● GROUPE SCHLUMPF

Le lundi 22 novembre à Strasbourg s'est tenue une importante réunion pour étudier le redémarrage du groupe lainier SCHLUMPF. Un plan a été proposé par la COGEFI qui est une société de conseils en gestion. Ce plan de sauvetage prévoit le redémarrage des entreprises de l'Alsace ainsi qu'une partie des établissements DEFRENNE à Roubaix. Environ 160 licenciements seraient envisagés sur l'ensemble des 4 usines.

● DESOMBRE — Lille — 59

Après le rassemblement des 8 et 9 octobre qui a réuni de nombreux conflits et militants sur Lille, l'action se poursuit à DESOMBRE. C'est ainsi qu'une quarantaine d'ouvrières de chez Desombre ont occupé avec une soixantaine de militants CFDT une agence de la BNP à Lille. La BNP avait été la première banque à couper les crédits de l'entreprise il y a 1 an. Un tract a été distribué à la population lilloise dénonçant les agissements de Desombre ainsi que l'obstination des pouvoirs publics et des banquiers en vue de trouver une solution.

● CIP — Haisnes-la-Bassée — 62

Là également, l'action se poursuit depuis de nombreux mois. Actuellement les travailleuses ne touchent que l'aide publique, les 90 % étant arrivés à expiration.

Plusieurs propositions de redémarrage sont envisagées, mais sans jamais beaucoup de certitudes.

Pour populariser un peu plus leur conflit, les travailleuses de la CIP avec l'aide d'une troupe de théâtre, ont monté un spectacle.

Cette pièce de théâtre interprétée par un comédien professionnel et 5 travailleuses de la CIP a déjà été interprétée 3 fois dans la région. Cette pièce explique les conditions de travail avant le conflit, puis le déroulement du conflit et les nombreux problèmes que les travailleuses ont dû affronter. A la suite du spectacle, un débat est organisé avec les spectateurs.

● PLUSIEURS INITIATIVES CONCERNANT L'EMPLOI

— La région HA-CUI-TEX Rhône-Alpes a organisé avec la CGT une manifestation le 1^{er} décembre à LYON. Ce rassemblement se tenait le jour où se réunissait la commission paritaire de l'emploi. Plus de 1 000 travailleurs ont manifesté leur volonté du maintien de l'emploi dans la région Rhône-Alpes.

— Manifestation au syndicat patronal de Roubaix-Tourcoing : Plusieurs centaines de manifestants regroupant notamment les travailleurs des entreprises Defrenne à Roubaix et Tiberghien ont manifesté le 18 novembre pour le maintien de l'emploi. Les travailleurs se sont rendus devant le siège du syndicat patronal qu'ils ont occupé pendant

quelques heures afin d'obtenir une rencontre avec M. HANNART qui en est le président. A la suite de cette manifestation, le syndicat patronal a déposé une plainte.

— Délégation CFDT, CGT à l'Union des Industries de l'habillement à Paris :

Une délégation des fédérations CFDT et CGT, s'est rendue le 8 novembre à l'U.I.H. Pour la CFDT, les conflits CIP et DESOMBRE étaient représentés. La fédération est intervenue également concernant DAN-CHIN-LINFLOR. La CFDT a rappelé la responsabilité des patrons en ce qui concerne la recherche de solutions industrielles pour ces conflits.

— Manifestation pour accueillir le Premier Ministre à Troyes :

Le 6 novembre, M. R. BARRE se rendait à TROYES. Il a notamment affirmé : « que la France ne laisserait pas disparaître son industrie textile ».

A l'appel de la CFDT et de la CGT, un millier de travailleurs étaient rassemblés dans le centre de la Ville, afin de rappeler au Premier Ministre les responsabilités du Gouvernement en ce qui concerne la situation actuelle.

**NOMBREUSES LUTTES
POUR L'AMELIORATION DU POUVOIR D'ACHAT
ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

● ETS BATA - Moussey (57)

Le 13 octobre, une grève a démarré en vue d'obtenir une garantie des salaires. Cette grève était menée par les coupeurs. La section CFDT a posé le problème des garanties de salaires d'une façon générale au niveau de l'entreprise. L'action s'est poursuivie jusqu'au 22 octobre par de nombreux débrayages répétés. Il a été obtenu une garantie partielle des salaires.

● NOVACEL - Alizay (27)

Une grève a démarré le 18 novembre. Les revendications portent essentiellement sur les salaires et les conditions de travail. L'action a commencé par des débrayages de 2 heures. Progressivement, cela s'est étendu dans l'entreprise et actuellement c'est une fermeture totale.

La direction refuse toutes négociations avec les grévistes et menace même de faire évacuer l'entreprise par la police. De nombreuses assemblées générales se tiennent et les travailleurs décident de continuer l'action malgré les menaces.

● COFPA à Nersac (17)

Dans cet atelier les barèmes de salaires nationaux ont rattrapé les salaires réels. Les travailleurs sont passés à l'action. Le patron propose une majoration de 20 centimes. Réunis en assemblée générale, les travailleurs refusent et continuent l'action.

● ETS BACOU - Annonay (07)

Dans cette entreprise de chaussures, les travailleurs ont posé leurs revendications concernant les salaires, primes de panier, primes de nuit. La forme d'action a été de fournir une production correspondant au salaire minimum.

La direction refuse toute négociation et fait un véritable chantage à l'emploi, en déclarant qu'elle veut implanter l'usine dans un autre lieu. La direction décide même du chômage technique qui, selon l'avis de la section CFDT, ne se justifie absolument pas.

● SOCIETE RUDLOFF - Marckolsheim (67)

Cette entreprise fait partie du groupe Sommer et emploie une grande majorité de travailleurs turcs.

DU 14 AU 18 octobre, une grève totale y a eu lieu. Les revendications étaient très nombreuses et il y avait notamment 29 points sur le cahier de revendications.

Elles portaient essentiellement sur les salaires, l'amélioration des conditions de travail, et l'amélioration des conditions de logement des travailleurs immigrés.

Des résultats très importants ont été obtenus :

- le salaire minimum, qui était de 7,89 F au 1^{er} janvier, passe à 12,15 F au 1^{er} novembre,
- une réduction du temps de travail de 2 heures est obtenue avec compensation intégrale des salaires.

Sont obtenus également : des réfectoires - des vestiaires - ainsi que de nombreux dispositifs de sécurité, d'aération ou d'aspiration de fumée.

Est obtenue également une prime de fin d'année égale à 15 % du salaire des 6 derniers mois, une prime identique sera versée au moment des congés 1977.

Ces travailleurs immigrés se sont organisés avec la CFDT pour mener cette action.

● FILATURE DE LA GOSSE - Golbey (88)

A l'occasion du 7 octobre, les travailleurs ont déposé un cahier de revendications qui portait essentiellement sur le travail de nuit.

L'action a permis de porter la majoration de nuit à 28,5 %. La prime de panier, elle, passe de 5,75 à 8,70 F.

Des majorations de salaires ont également été obtenues pour plusieurs catégories de personnel.

● ETS VICTOR PAGE - Habillement - Landernau (29)

L'action syndicale a permis d'obtenir un salaire mini à 9,80 F en juillet 76. En un an, les salaires ont été majorés de 16 %, les plus bas ayant obtenu 20 %.

● TRICOSA - Nantes (44)

Dans cette entreprise de bonneterie, il a été obtenu des majorations de salaires supplémentaires aux accords conventionnels. C'est ainsi qu'au 1^{er} octobre, en plus des 2 % + 10 centimes, l'action des travailleuses a obligé la direction à accorder 17 centimes de l'heure supplémentaires.

Au 1^{er} janvier 1977, c'est 12 centimes de l'heure qui seront accordés.

● TEXTILE DU VERMANDOIS - Laval (53)

L'action menée au cours du mois d'octobre a permis une majoration de la prime de panier ainsi qu'une amélioration des congés d'ancienneté.

● Groupe TEXTILE SAIC (68)

Au 1^{er} novembre, le salaire minimum de l'entreprise passe à 10,31 F de l'heure.

Des réajustements de salaires sont obtenus ainsi que des améliorations des indemnités de transport et amélioration des jours de congés d'ancienneté.

LUTTE POUR LE DROIT SYNDICAL

● BIDERMAN - BIG-CHIEF - La Roche-S/Yon (85)

Dans le dernier bulletin, nous avions signalé que **Bidermann** licenciait **2 militants CFDT** au motif « d'inscriptions d'objectifs revendicatifs sur les murs extérieurs de l'entreprise. »

Cela a sans doute paru insuffisant à Bidermann, il **veut maintenant aller plus loin et remettre en cause l'accord** qu'il a signé le 13 mars 1975, au moment de la reprise de BIG-CHIEF.

Bidermann vient en effet d'informer le personnel qu'il entendait appliquer **strictement**, la convention collective de l'habillement et **supprimer tous les avantages acquis**. Il déclare ouvertement que le personnel est responsable des pertes d'exploitation de l'entreprise. L'action se développe contre de telles atteintes aux droits des travailleurs.

● Le P.D.G. des E.T.I.T. CONDAMNE :

Dans la poursuite de l'affaire Henri ASTIC, le P.D.G. des ETIT vient d'être condamné à 1 500 F d'amende et 3 000 F de dommages et intérêts aux parties civiles.

Cet arrêté est intéressant sur le fait que **tous les chefs d'accusation sont retenus contre le P.D.G.**

Le tribunal a, en outre, ordonné la publication de cette information dans la presse régionale ainsi que par affichage à la porte de l'usine pendant 8 jours.

● Daniel TORQUEO chez WILLOT :

C'est le slogan popularisé par une importante campagne d'affichage réalisée par la CFDT de la région Picardie qui continue à mener l'action pour la réintégration de Daniel TORQUEO.

La direction vient de déposer une plainte contre la CFDT pour cette campagne d'affichage.

Un premier résultat vient d'être obtenu. La direction vient en effet de décider d'annuler la demande d'expulsion de Daniel TORQUEO de son logement. L'entreprise lui laissera le temps nécessaire afin de trouver un autre logement.

● ETS NICOLAIN - Meuse

Il y a un an, s'implantait dans cette entreprise une section CFDT. L'employeur, n'admettant pas le fait, licencie immédiatement le délégué syndical avec 2 autres travailleurs pour motif économique. Cependant, la liste CFDT obtient 8 sièges, les autonomes n'en obtenant qu'un seul de justesse.

La direction ne s'avoue pas vaincue et décide de décimer la section CFDT.

A la veille des élections de 1976, il réunit le personnel, y compris les ouvrières à domicile. Il propose à chacune une prime de 500 F. A l'issue de cette réunion, le syndicat autonome distribue un tract déclarant que les délégués CFDT sont irresponsables et que c'est le syndicat autonome qui a obtenu la satisfaction des revendications au cours de l'année.

La CFDT réagit vigoureusement et efficacement, puisqu'après plusieurs contestations dans le résultat des élections, c'est la liste CFDT qui est élue.

INTERNATIONAL

PORUGAL

La répression s'abat sur les travailleurs.

La Fédération Textile de l'intersyndicale était une des premières fédérations d'industrie à tenir son Congrès après la chute du Fascisme.

Le patronat du Textile puissamment organisé, tente de briser l'action des travailleurs qui luttent actuellement pour leur convention collective.

Deux dirigeants syndicaux viennent d'être illégalement licenciés de l'entreprise Manuel Henriques. Il s'agit de Manuel Coreira Lopes qui est membre du secrétariat de la Fédération des syndicats textile du Portugal et de Antonio Rosas, membre du secrétariat de l'intersyndicale.

A Lisbonne une manifestation contre cette répression et pour la négociation de la convention collective a réuni 15 000 personnes. Lock-out à l'entreprise Maconde.

Dans cette entreprise de confection située dans le Nord du Pays, près de Braga, le patron a lock-outé l'ensemble des 600 travailleuses le 8 octobre.

L'origine de l'action est une assemblée générale du personnel pour protester contre le licenciement de 2 déléguées. Prétextant que cette assemblée avait des fins politiques, le patron l'a faite interdire. Le lendemain prétextant des troubles il a coupé le courant. Les travailleuses occupent l'entreprise depuis le 9 octobre.

DANS LES BRANCHES

● CHAUSSURES

Une réunion paritaire concernant les salaires minima des ETAM et Cadres s'est tenue le 27 octobre.

Les patrons ont proposé pour les ETAM à partir du coefficient 200 une valeur de point de 10,33.

Pour les cadres, le point 100 est porté à 3,099 F.

Seules C.G.C. et F.O. ont signé ces propositions qui s'appliquent au 1^{er} octobre 76.

● MAROQUINERIE

Par l'avenant du 9 novembre 1976, le salaire mini au coefficient 100 est fixé à 6,75 F, à compter du 1^{er} décembre 76. Il sera porté à 6,92 F au 1^{er} janvier 77. Le point mensuel est fixé à 11,75 F, puis à 12,04 F aux dates précitées.

● BOUTON

A compter du 1^{er} octobre 76, le salaire mini hiérarchique est porté à 6,89 F, le salaire mini garanti est fixé à 8,95 F.

● MODE-CHAPELLERIE

Augmentation des salaires minima de 11,90 % au 1^{er} novembre. Le point hiérarchique au coefficient 100 est à 7,20 F avec une garantie de 8,80. Il est prévu également le paiement de tous les jours fériés lorsqu'il y a perte de salaire.

● CHAUSSURES BRETAGNE

Une réunion paritaire locale prévoit une majoration des indemnités de transport et une augmentation des salaires réels de 0,43 F.

● SMIC

A compter du 1^{er} décembre 1976, le SMIC est porté à 8,94 F, soit 1.555,56 F mensuels.

PUBLICATION AU JOURNAL OFFICIEL

● CUIRS ET PEAUX

sont étendus :

— l'avenant 34 S du 15 décembre 1975 concernant les salaires,

— l'avenant du 15 décembre 1975 concernant le statut des chefs d'ateliers.

(J.O. du 14.11.76)

1^{er} juillet 76.

(J.O. du 14.11.76)

● GANTERIE DE PEAU

Est étendu l'avenant n° 13 du 23 avril 1976 concernant les salaires.

(J.O. du 14.11.76)

● MAROQUINERIE

Est étendu l'avenant du 29 juin 1976 concernant les salaires au

● HABILLEMENT NOUVEAUTE (Région parisienne)

Est étendu l'avenant n° 20 du 4 août 76 concernant les salaires.

(J.O. du 23.10.76)

A TRAVERS L'ORGANISATION

● BUREAU FEDERAL

Il s'est tenu à Paris les 18 et 19 novembre. Il a été essentiellement consacré à la préparation du prochain Conseil Fédéral et à l'action revendicative.

Le bureau a estimé opportun, dans la période actuelle, de lancer une semaine d'action dans les entreprises, dans la semaine du 6 au 10 décembre. Un bulletin aux responsables de section a été envoyé.

● GROUPE FEDERAL FORMATION

Il s'est réuni le 10 novembre. Cette rencontre a permis de confronter les expériences de formation dans les différentes régions HA-CUI-TEX.

Un compte rendu avec des propositions concrètes pour l'avenir sera présenté au Conseil Fédéral de décembre.

● FORMATION

Les sessions de branches se sont tenues en novembre et ont réuni les militants de l'Habillement, du Cuir et du Textile Naturel.

RESULTATS ELECTIONS

● CANSELIER - Chaussures Cholet

La section C.F.D.T. confirme son audience. Tous ses candidats sont élus avec un bon nombre de voix aux élections de délégués du personnel.

● M.T.C. Tours

Dans cette entreprise les travailleuses ont élu la liste CFDT aux élections de délégués du personnel.

● SOMMER Sedan

Délégués du personnel - La CFDT est en progression.

— Collège ouvriers-Titulaires

CFDT : 296 voix - 3 élus -
+ 2,6 %

C.G.T. : 267 voix - 3 élus -
+ 3 %

C.F.T. : 114 voix - 1 élu -
— 5,6 %

— Collège Employés-Titulaires

C.F.D.T. : 68 voix - 1 élu -
+ 2,6 %

C.F.T. : 28 voix - 0 élu -
— 18,5 %

— Collège Techniciens, Agents de Maîtrise

CFDT/CGT : 87 voix - 1 élu -
+ 11,3 %

C.F.T. : 53 voix - 0 élu -
— 11,3 %.

Dans le collège cadre 1 C.G.C. élu.

La section CFDT a fait de nombreuses adhésions au cours de ces élections.

● SOMMER Mouzon

Délégués du Personnel

— Collège Ouvriers

CFDT : 183 voix - 3 élus -
+ 0,5 %

C.G.T. : 179 voix - 3 élus -
+ 4,6 %

F.O. : 42 voix - 0 élu - — 7 %

— Collège Employés

C.F.D.T. : 33 voix - 1 élu - pas de candidat en 75

F.O. : 15 voix - 0 élu perd le siège de 75

— Collège Techniciens et Cadres pas de candidat C.F.D.T.

POUR UNE MEILLEURE PROTECTION SOCIALE DES TRAVAILLEURS

Le conseil national confédéral a examiné la situation en matière de **protection sociale des travailleurs**. Un compte rendu en a été fait dans Syndicalisme-Hebdo N° 1626 du 11 Novembre 1976, vous pouvez vous y reporter utilement.

Dans cet article, nous voulons rappeler quelques aspects de la résolution qui a été adoptée.

● UNE LUTTE CONSTANTE DE LA CFDT

La CFDT mène l'action continue pour l'amélioration des droits sociaux des travailleurs :

- amélioration du pouvoir d'achat des prestations familiales
- ouverture du droit à la retraite pleine et entière à 60 ans
- égalité des droits sociaux entre les différentes catégories de travailleurs hommes, femmes, français, immigrés, actifs et retraités etc.
- accès aux soins de qualité pour tous.

La CFDT lutte également contre les conditions de travail et de vie qui dégradent la santé.

● LES AGRESSIONS REPETEES DU PATRONAT

Depuis sa création en 1945, la sécurité sociale est l'objet des agressions répétées du patronat notamment par : la suppression de l'élection des administrateurs, en lui faisant supporter des charges indues, en réduisant les remboursements et augmentant les cotisations etc.

En 1978, patronat et gouvernement veulent porter un nouveau coup par une couverture sociale à 3 niveaux :

- **Premier niveau** : pour toutes les catégories sociales, il serait institué un **minimum d'assistance** : vieillesse, prestation familiale, remboursement soins.
- **Deuxième niveau** : pour les salariés, une couverture contractuelle complémentaire en fonction des salaires, ce qui se traduirait par des inégalités par exemple points de retraite en fonction des salaires.
- **Troisième niveau** : Pour tous ceux, salariés ou non, qui en ont les moyens, des contrats **individuels** d'assurance maladie et accident.

Ce projet en démantelant la sécurité sociale ouvrira au secteur du profit le marché de la santé.

● OBJECTIFS CFDT

ÉGALITÉ DES DROITS SOCIAUX POUR TOUS LES TRAVAILLEURS :

- La CFDT lutte pour que toutes les travailleuses et travailleurs bénéficient des mêmes droits sociaux en matière de famille, santé, vieillesse.

Dans ce sens, les revendications définies au 37^e congrès confédéral constituent des étapes vers :

- le maintien du salaire d'activité dans tous les cas d'interruption involontaire du travail (maladie, accident, invalidité, retraite, chômage) ;
- la suppression totale de l'avance des frais pour les soins, c'est-à-dire la généralisation du « tiers payant intégral » réalisant la gratuité des soins ;
- la compensation des coûts d'entretien et de travail occasionnés par les enfants, dès le premier.

Ces objectifs répondent aux besoins des travailleurs et sont les seuls capables d'établir une réelle égalité dans ces domaines. Ils supposent des réformes de structures importantes, tant en matière de politique de santé qu'en matière de financement de la protection sociale.

● REFORMES DES STRUCTURES ET DU FINANCEMENT

La finalité de la sécurité sociale est de couvrir les divers besoins sociaux selon le principe de l'égalité des droits sociaux. Elle doit concourir à la réduction des inégalités par la redistribution d'une part importante du revenu national.

La CFDT s'est prononcée pour une unification de l'ensemble des systèmes de protection sociale (sécurité sociale, complémentaire) et pour une réforme radicale des mécanismes de financement notamment par :

- le renforcement des moyens de contrôle de recouvrement des cotisations, sociales,
- la suppression des charges indues,
- cotisations sociales sur la totalité du salaire,
- participation du budget de l'état au financement de la protection sociale.

● PREVOYANCE COLLECTIVE COMPLEMENTAIRE

DANS L'IMMEDIAT, face à l'offensive des patrons et des compagnies d'assurance, agir pour une prévoyance collective complémentaire à celle de la sécurité sociale, généralisée à l'ensemble des travailleurs sans distinction de catégories ou de statut particulier.

Le financement de cette prévoyance ne doit pas être individuel, ni uniquement à la charge des salariés. Le financement devant être proportionnel à leurs ressources.

Les garanties ne doivent pas être attachées à l'entreprise, mais assurer les mêmes droits en cas de licenciement ou chômage.

● RETRAITE

La CFDT doit continuer à développer des luttes nécessaires à l'aboutissement des objectifs :

- transformation des conditions de vie et de travail, supprimant les causes de détérioration de la santé et du vieillissement prématué,
- le droit à la retraite à taux plein dès l'âge de 60 ans avec un montant égal à 80 % de la rémunération globale des 10 meilleures années et au minimum 80 % du SMIC, ceci étant considéré comme une étape favorisant notre objectif d'un montant de ressources égal à celui du salaire d'activité,

- L'insertion des retraités dans la vie collective à travers la gestion et l'utilisation de multiples formes d'équipements et services collectifs.

La négociation à tous les niveaux doit être un moyen de faire aboutir les revendications prioritaires concernant les retraites complémentaires, le taux de cotisation pour les non-cadres devrait être unifié à 8 %. Dans nos professions, il est très souvent de 4 %. Cette majoration permettrait d'avancer vers la réduction des inégalités entre les travailleurs des différents secteurs et entre travailleurs cadres et non-cadres.

● UNE NOUVELLE APPROCHE DE LA SANTE

Les luttes des travailleurs sur les conditions de travail et de vie posent les problèmes de santé dans leurs vraies dimensions.

L'ACTION DOIT S'AMPLIFIER SUR :

- Les conditions de travail et de vie des travailleuses attendant enfant par :
 - la possibilité de changer de poste de travail sans perte de salaire,
 - les temps de pause payés avec salle de repos aménagée,
 - l'allongement du congé maternité à 18 semaines avec maintien du salaire,
 - etc.
- La création d'emplois adaptés pour les handicapés physiques et mentaux.
- Permettre à la médecine du travail de remplir sa mission de protection de la santé des travailleurs notamment par :
 - le médecin du travail salarié du CE ou d'un organisme inter-entreprises à majorité syndicale,
 - un financement revvalorisé de la médecine du travail,
 - l'application généralisée du tiers-temps pour les observations du médecin dans les ateliers.

CALENDRIER HA-CUI-TEX 1977

Rejoins-nous
syndique-toi
à la

cfdt



C'est un bon moyen pour contacter les travailleurs
et leur proposer l'adhésion.

Ils sont à commander à la Fédération et vous seront facturés
10 centimes pris sur place et 11 centimes s'ils vous sont expédiés.

CFDT MAGAZINE



CFDT-MAGAZINE

La CFDT, vous connaissez ? Oui, sans doute. Surtout si vous en faites partie.

Et si vous n'en faites pas partie, il y a votre quotidien, la télé, la radio. Dans tous ces organes d'information, on parle de la CFDT. Il arrive même qu'on permette à l'un de ses responsables de s'exprimer à telle ou telle occasion.

Pourtant, est-ce suffisant ? Certainement pas. Et ce pour deux raisons au moins : d'une part la qualité de l'information diffusée par les grands organes de presse laisse souvent à désirer ; d'autre part, cette information est distillée, morcelée, émasculée...

Pour en savoir plus, nous vous incitons à lire « CFDT-magazine ».

« CFDT-magazine », c'est l'actuel magazine, modifié, transformé, amélioré. Ainsi trouverez-vous dans le premier numéro qui va sortir en décembre un grand reportage sur l'Afrique du Sud, une rubrique consacrée à la vie des travailleurs, un article sur le rôle des femmes dans les luttes. Vous trouverez aussi un reportage sur le travail méconnu des lignards des PTT, des rubriques intitulées : « le dessous des cartes » ou « à épingle ce mois-ci ».

Et, bien sûr, vous retrouverez notre rubrique « les patrons » (il sera question, cette fois-ci de Trigano, « le patron qui décampe »), un dossier pratique et bien d'autres choses encore.

Alors, n'attendez pas. Dès maintenant retenez « CFDT-magazine ». Et, par la suite, faites-le chaque mois : c'est si facile de prendre une bonne habitude.

CFDT-magazine : un bon moyen pour informer les travailleurs et leur faire connaître la CFDT. Pensons à organiser des ventes dans les entreprises.

L'action syndicale continue avec les retraités

La résolution générale du Comité National du Puy précisait : « Le renforcement de la C.F.D.T. exige aussi l'organisation des retraités dans les structures locales. »

C'est pourquoi nous avons demandé à un responsable d'une commission C.F.D.T. de retraités de nous expliquer pourquoi une organisation de retraités est nécessaire à la C.F.D.T.

Il s'agit de l'association des anciens travailleurs d'Halluin (59). Elle a été mise en place par notre camarade Albert Myngers, ancien président de la Fédération HA.CUI.TEX. Elle est actuellement organisée par Julien Tomme, ancien délégué C.F.D.T. des établissements Sorthiois (Groupe Agache-Willot). Elle comprend 220 à 250 adhérents de toutes professions, dont une forte majorité Textile.

Tous les ans, une assemblée générale regroupe 170 participants en moyenne, 1 conseil de 15 personnes se réunit 6 fois par an et l'exécutif toutes les semaines. Tous les trimestres, rencontre à Lille avec l'Union Régionale des retraités C.F.D.T. ; 1 permanence toutes les semaines pour aider la réalisation des dossiers des retraités (retraite, etc.). Julien Tomme participe au Conseil de l'U.I.B.

« Chers Camarades,

« La Fédération m'a demandé de vous expliquer le pourquoi de la nécessité d'associations ou syndicats C.F.D.T. de retraités.

« Je vais essayer, dans la mesure de mes moyens, car n'étant ni un romancier, ni un philosophe, mais tout simplement un ouvrier en retraite parmi tant d'autres, comme ancien militant actif j'ai conservé les pieds sur terre et compris que la retraite ne doit pas être une fin. Un retraité ne doit pas rentrer dans sa coquille, c'est une autre partie de la vie qui commence, une continuité dans le combat pour plus de justice sociale, avec la conviction que le combat que nous menons débouchera sur une société plus égalitaire où chacun aura sa place au soleil.

« Voyez-vous, je suis né et j'habite toujours une ville ouvrière du Nord, une ville où l'on vivait en constant conflit, où les grèves duraient parfois des mois.

« Malheureusement, ces grèves se limitaient souvent à des revendications salariales, donc quantitatives, le qualitatif était absent dans ces luttes. C'était en quelque sorte un grand coup d'épée dans l'eau et l'exploitation continuait, la classe ouvrière était gros Jean comme devant.

« Il faut bien reconnaître que cet état d'esprit, celui de la non-contestation du pouvoir capitaliste, n'a pas beaucoup évolué parmi un certain nombre de retraités, c'est justement pour cela qu'il est intéressant que les retraités adhèrent aux associations C.F.D.T. de retraités, car n'étant plus des actifs, tous les liens sont rompus ; plus de presse syndicale, plus de section syndicale, plus aucun contact avec les militants actifs, soumis Journellement au matraquage de la propagande officielle, radio, télévision, presse.

« Les retraités représentent actuellement 14 % de la population et ce nombre ira croissant ; c'est bien pour cela que tout le monde s'y intéresse ; partis politiques, médecins, pharmaciens, hôteliers, quelle mine d'or à exploiter ! Danger de laisser la Droite seule s'occuper de ces problèmes.

« Il est donc primordial pour nous, je veux dire pour la classe ouvrière, de maintenir une liaison étroite avec les retraités, et lorsqu'un syndiqué part en retraite, il est du devoir de tout militant d'agir pour que ce camarade adhère à une association C.F.D.T. de retraités.

« Non seulement dans le but nécessaire, certes, pour la défense de ses intérêts immédiats, mais aussi à long terme et surtout pour qu'ayant la presse syndicale retraités C.F.D.T., nous puissions contre-carrer la propagande capitaliste.

« En agissant ainsi, les actifs défendent leurs propres intérêts futurs et même immédiats, par exemple lorsqu'il y a lieu de sensibiliser l'opinion publique à l'occasion d'un licenciement individuel ou collectif d'une fermeture d'entreprise, d'une grève, il est certain qu'auprès de retraités adhérant à une association C.F.D.T. la communication se fait plus facilement et rencontre un écho favorable.

« Si une partie, car hélas, il y a encore trop de petits retraités, les retraités actuels bénéficient d'un relatif bien-être, sur le plan financier à qui le doivent-ils, à tous ceux qui les ont précédés dans la lutte pour la libération de la classe ouvrière, non seulement une libération matérielle, mais aussi et surtout une libération du complexe d'infériorité.

« Camarades actifs, vous avez, comme nous-mêmes, une dette de reconnaissance envers les anciens et toutes améliorations que vous apporterez dans l'immédiat, un jour vous en serez les bénéficiaires, chaque génération apporte et doit apporter sa pierre à la construction d'un nouvel ordre social.

« Je termine par un souhait, il faudrait que les anciens, je n'aime pas le terme « vieux », aient l'esprit jeune et les jeunes un peu de cet esprit ancien, nous aurions alors un point de rencontre qui serait positif dans la continuité. »

Julien TOMME.

CON LA USO *

*** AVEC L'USO**

Le Conseil Fédéral a dégagé une priorité dans nos relations avec les syndicats étrangers, en décidant de rencontrer nos camarades de l'USO (Union Syndicale Ouvrière d'Espagne). Du 12 au 14 novembre, une délégation de la fédération s'est rendue en Espagne pour un premier contact avec les camarades espagnols du textile et de l'habillement.

1. A MADRID, UNE JOURNÉE DE GREVE GENERALE

La COS (Coordination des Organisations Syndicales) qui groupe dans l'unité d'action les trois principaux syndicats clandestins d'Espagne, USO, UGT et Commissions Ouvrières, appelait le 12 novembre les travailleurs espagnols à **manifester leur opposition au plan d'austérité du gouvernement et à affirmer leur volonté d'en finir avec le syndicat vertical fasciste.**

Cette initiative unitaire des organisations ouvrières, lancée pour la première fois depuis la guerre civile, restera un des événements majeurs de l'année. En dépit des menaces et des nombreuses arrestations (plus de deux cents militants ouvriers arrêtés), **le nombre de grévistes a dépassé les deux millions** dans le secteur industriel, surtout dans la métallurgie, la chimie et le textile.

2. LA REALITE DU TEXTILE ET DE L'HABILLEMENT EN ESPAGNE

Les secteurs du textile et de l'habillement en Espagne comprennent environ 300 000 travailleurs, en majorité des femmes (80 %) et des jeunes (beaucoup d'apprentis).

Des groupes espagnols importants, comme le Corte Ingles, possèdent plusieurs usines et un réseau commercial propre : 11 000 travailleurs en tout. L'intervention de l'Etat fasciste y est très importante, la direction du groupe trouve de très forts appuis au sein de la classe politique dirigeante. L'exploitation des travailleurs se traduit principalement :

- par l'augmentation continue des cadences,
- le blocage des salaires,
- les licenciements sous couvert de « restructuration »,
- la répression syndicale : trois militants de l'USO y ont été licenciés en 1973.

Dans l'habillement, les entreprises sont souvent à structure familiale, employant presque uniquement des femmes et des jeunes (souvent de moins de 14 ans).

Une militante de Madrid, ouvrière à l'usine Creaciones Antonio (23 travailleuses), analyse la situation dans la branche : des salaires très bas, moins de 900 F par mois, la discipline répressive de l'enclavement, l'accroissement de la productivité, huit heures de travail à la chaîne et au rendement, trois heures de transport par jour.

Les travailleurs du textile et de l'habillement sont parmi les plus touchés par le chômage et les licenciements ; il y a peu d'années encore, ils étaient 400 000, aujourd'hui environ 300 000. Notons qu'en Espagne, le capital, le syndicat vertical et l'Etat fasciste, se trouvent associés pour « réussir » la restructuration capitaliste sur le dos des travailleurs.

L'implantation de la branche textile-habillement se concentre autour de Madrid et en deux importantes régions industrielles : le Pays Basque et la Catalogne.

Certaines usines espagnoles dépendent plus ou moins de multinationales (Prouvost, Montefibre, etc.), mais nos camarades espagnols semblent peu informés de ces attaches. C'est pourquoi nous nous sommes fixés un objectif commun : celui de développer les liens entre les différentes unités de ces trusts, et d'opposer à la division internationale du travail la solidarité internationale des travailleurs.

3. LES MILITANTS DE L'USO S'ORGANISENT DANS LA CLANDESTINITÉ

Quarante années de dictature fasciste ont permis au patronat espagnol d'exploiter durement et sauvagement les travailleurs. Le fascisme en Espagne a construit des structures de répression de la classe ouvrière, police, armée, tribunaux, etc., et surtout un syndicat vertical et corporatif, obligatoire, qui intégrait les travailleurs et les patrons. Son rôle était de propager l'idéologie dominante et de récupérer la combativité ouvrière, en diluant la lutte de classes et en éliminant les organisations ouvrières existantes.

Cependant l'histoire prouve que l'on n'annule pas la lutte de classes par décret et que la classe ouvrière ne se laisse pas intégrer facilement. En dépit de la violence fasciste, les travailleurs espagnols n'ont cessé de se révolter (grèves contre l'oppression, contre le fascisme) et ont cherché à s'organiser. Ce ne pouvait être que dans la clandestinité.

Le syndicat officiel, le CNS (Confédération Nationale des Syndicats), organise des élections de délégués et de dirigeants tous les 4 ans, mais tout est manipulé, de façon à barrer la route aux véritables militants ouvriers. Les restrictions sont nombreuses : âge, ancienneté dans l'entreprise, collèges différents, absence de condamnation politique, etc. Aux dernières élections, sur onze millions d'électeurs, deux millions ne pouvaient pas être candidats.)

C'est dans ce contexte que des militants de l'USO réussissent, à partir de 1966, à utiliser les moyens de l'appareil syndical dans une perspective nouvelle de défense et d'organisation de la classe ouvrière.

C'est le commencement d'une longue action qui impose progressivement des nouvelles méthodes de participation des travailleurs : des assemblées, l'information écrite, le début d'une action syndicale de classe. S'ouvre alors, pour le mouvement ouvrier espagnol, une période où se développent des luttes importante pour les salaires, la liberté syndicale, une certaine coordination et solidarité est possible.

La réponse fasciste à cette conquête dans l'organisation de classe des ouvriers et militants espagnols, est une recrudescence de la répression sur les délégués vraiment représentatifs de la base.

L'activité syndicale à partir de l'entreprise est la tâche et le combat quotidien des militants de l'USO, qui ne disposent d'aucun droit syndical : interdiction de se réunir, de s'associer, de faire grève. Leur courage et leur détermination sont exemplaires.

A Madrid, le 12 novembre au soir, le conseil régional de Madrid se réunit avec notre délégation de 17 à 21 heures. La majorité (au moins 10 sur 13), ce sont des femmes, la réunion est très animée, chacun participe. Un militant de Cortefil (1 300 travailleurs) analyse

la situation de son entreprise, explique comment s'organise la SSE, comment sont réparties les différentes tâches, la formation, l'information, le secrétariat, la trésorerie, l'action revendicative, le recrutement. Il raconte la répression du patron qui se dit libéraliste, sa tentative d'intégrer les militants, la réaction des travailleurs, leurs luttes, les dernières grèves, les revendications.

Une militante des Confectiones Caballero (280 ouvrières) nous questionne sur l'autogestion, veut connaître l'organisation des travailleurs français, insiste sur des exemples de lutte contre le renement.

Le débat est riche et diversifié, l'espoir et l'enthousiasme de nos camarades espagnols, nous fait un moment oublier les difficultés de leur combat clandestin.

4. LE PRESENT ET L'AVENIR DU SYNDICALISME EN ESPAGNE

L'Espagne commence à changer, la réforme démocratique est à l'ordre du jour. Les travailleurs espagnols ont affirmé, malgré le fascisme, leur volonté de s'organiser.

A l'assemblée de militants de la région de Catalogne, tenue le dimanche 14 novembre à Barcelone et qui réunissait une cinquantaine de délégués, dont 42 femmes, une question était au centre du débat : « Comment passer du syndicalisme militant d'aujourd'hui à un syndicalisme de classe et de masse pour demain ? »

« L'USO doit être en mesure de proposer une alternative syndicale aux travailleurs, d'organiser une riposte syndicale dans une perspective de lutte de classes visant à la transformation de la société. » C'est ce qu'exprimait un intervenant à l'assemblée de Barcelone, mettant l'accent sur la formation des militants et le renforcement nécessaire à l'organisation.

L'USO se prépare à construire en Espagne un syndicalisme de classe, ce qui suppose des préalables : l'amnistie syndicale, la reconnaissance des droits d'association, la liberté de réunion, le droit de grève, le démantèlement du syndicat vertical fasciste.

Concrètement, l'USO veut organiser les travailleurs dans un syndicat démocratique et représentatif, de masse, autonome, de classe, avec une perspective politique qui est la démocratie socialiste. Ce syndicalisme ira dans le sens de l'action de masse pour conquérir l'émancipation de la classe ouvrière avec une orientation socialiste autogestionnaire.

5. CONCLUSIONS : L'USO NOUS INTERPELLE

Nos camarades d'Espagne ont été durant longtemps isolés du mouvement ouvrier international. Le fascisme misait beaucoup sur cet isolement. C'est à nous de le rompre, de donner au combat de la classe ouvrière espagnole une grande ampleur, notre solidarité de classe doit agir.

A nous de les aider, avec nos moyens :

- en expliquant leurs luttes aux travailleurs de France,
- en informant la fédération sur les liens du capitalisme français en Espagne,
- en recueillant des fonds (à adresser à la fédération*) afin d'aider l'USO à s'équiper et à se développer.

Répondons au fascisme et au capitalisme par l'unité internationale des travailleurs. Avec l'USO.

CON LA USO !

* La Fédération Textile de l'USO dispose de très peu de moyens. Les aides financières sont à faire parvenir au Fonds de Solidarité Fédéral - C.C.P. 11 8526 Paris FIHCT-CFDT - Solidarité.

L'EXPLOITATION CAPITALISTE N'A PAS DE FRONTIÈRE

Pour la 1^{re} fois depuis la guerre d'Espagne et l'instauration du fascisme, les organisations syndicales membres de la Coordination d'Organisations Syndicales (COS) dont fait partie l'USO ont appelé à une grève nationale de 24 heures.

Les extraits de leur appel aux travailleurs, reproduits ci-dessous démontrent la situation faite aux travailleurs d'Espagne qui sous des aspects plus répressifs est la même qu'en France.

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES !!!

Les mesures économiques approuvées par le gouvernement constituent une grave atteinte à nos intérêts...

Tandis que la cherté de la vie s'est précipitée, il nous bloque les salaires. Face à un grave manque d'emploi, il a mis en place le licenciement libre...

Ces décisions ont été prises sans consulter les secteurs les plus affectés, cherchant à nous faire payer tout le prix d'une crise dont l'unique responsabilité incombe au grand capital et au régime à son service...

Les organisations syndicales de la COS qui sont à l'origine de cet appel, sont conscientes de leurs responsabilités et de la gravité du moment. Dans l'intérêt des travailleurs et du pays, nous nous sommes mis d'accord pour : convoquer à un arrêt de travail de 24 h pour le 12 novembre dans tout l'Etat et dans tous les secteurs de la production. L'adite journée commençera à zéro heure le 12 et se terminera à 24 h le même jour. Les revendications et objectifs concrets étant :

- contre le blocage des salaires, pour l'augmentation égale de 6 000 pesetas,
- contre le chômage, pour un poste de travail pour tous et l'assurance-chômage suffisante,
- contre le licenciement libre, pour la garantie de l'emploi et l'amnistie du travail,
- contre la réforme syndicale, pour la disparition de la CNS (1) et la liberté syndicale...

Madrid, 18 octobre 1976

Union Syndicale Ouvrière (USO)

Union Générale des Travailleurs (UGT)

Commissions Ouvrières (CC. OO)

Coordinatrice d'Organisations Syndicales (COS)

Cette première grève nationale encore illégale de l'après-franquisme est un événement historique pour la classe ouvrière espagnole qui fait ainsi la démonstration qu'après 40 ans de répression fasciste, la combativité ouvrière reste vivante.

C'est un événement historique et porteur d'espoir pour la classe ouvrière de France et d'Europe, et c'est bien ainsi que la Fédération HA.CUI.TEX la salut.

(1) CNS : Syndicat fasciste.

FEDERATION HA.CUI.TEX
C. F. D. T.



VERS LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE



SOMMAIRE

Présentation	2
Introduction	3
1º L'aspiration et la volonté autogestionnaire	4
2º Le socialisme autogestionnaire	5
3º La construction du socialisme autogestionnaire	8
4º Conséquences pour notre action d'aujourd'hui	11
a) Des revendications populaires.	
b) L'importance des méthodes d'action :	
— pratique d'information ;	
— élaboration des revendications.	
c) Des luttes de masse unitaires et anticapitalistes.	
— L'union des forces populaires.	
d) Renforcer la CFDT sur des bases claires.	

Présentation

En Mai 1974, notre 38^e Congrès Fédéral se tenait à Flers. Deux principales inscriptions à la tribune :

1^o L'ACTION COLLECTIVE — AVEC LA C.F.D.T. — LIBERATION DE LA CLASSE OUVRIERE.

2^o VERS LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE PAR LES LUTTES.

La résolution générale, adoptée à une très forte majorité, traitait du bilan des luttes, de l'analyse du contexte, des objectifs revendicatifs, du renforcement des moyens, de la pratique syndicale liée à l'orientation de la C.F.D.T.

**

L'appel lancé par François Mitterrand au lendemain des élections présidentielles pour la tenue des « Assises du socialisme » provoquait des positions diverses et de vives discussions dans la C.F.D.T.

Dès Juin, le Conseil Fédéral prenait position et adoptait en Décembre 74, un texte important sur les « Relations - Syndicats - Partis ». « Pour une stratégie globale de lutte de masse et de classe permettant la transition au socialisme. »

Ce document paru dans HA.CUI.TEX de Janvier 1975 a eu un grand écho dans l'organisation et à l'extérieur.

Nous nous étions engagés à compléter cette réflexion collective, c'est ce que nous avons fait à l'occasion du Comité National du Puy pour la préparation du Congrès Confédéral d'Annecy.

Ce texte intitulé « Vers le Socialisme Autogestionnaire » a été mis au point au Conseil Fédéral de Janvier 1976.

Le Conseil Fédéral a décidé de publier ce texte dans HA.CUI.TEX. afin que tous les militants puissent en discuter. Même avec un peu de retard, ce document présente un intérêt pour les militants, il les aidera à se situer dans la période actuelle et future.

Pour éviter les ambiguïtés ou les fausses illusions, il rappelle les préalables du socialisme autogestionnaire dont il précise mieux le contenu et le rôle moteur de l'action de masse et de classe des travailleurs.

Il se termine par une traduction concrète pour notre action d'aujourd'hui, il aidera les militants qui mènent des luttes difficiles à se situer dans un combat plus global pour la libération de la classe ouvrière et le pouvoir aux travailleurs.

Il contribuera à motiver les militantes et militants pour mieux insérer leur action de masse et de classe dans la perspective du socialisme autogestionnaire, le seul qui peut répondre à l'aspiration de la jeunesse et de la classe ouvrière.

Ce texte « Vers le Socialisme Autogestionnaire » est un complément au document « Relations Syndicats - Partis » disponible à la Fédération.

Ces deux textes explicitent donc les positions de la Fédération HA.CUI.TEX C.F.D.T., sur des points importants ils précisent la résolution générale d'orientation du Congrès de Flers de Mai 1974. Ces textes serviront également à poursuivre notre réflexion dans la préparation de notre prochain Congrès Fédéral de Mai 1977.

Vers le socialisme autogestionnaire

Introduction

Journellement et plus particulièrement dans les luttes, les travailleurs contestent le pouvoir des patrons, refusent d'être traités en bête à produire et à consommer. Cela marque une aspiration et une volonté de remettre en cause leur condition ouvrière, d'être respectés, de décider avec l'ensemble, de donner à l'homme toute sa dimension dans la vie sociale, économique et politique.

Répondant à cette profonde aspiration exprimée avec force dans les luttes de Mai 68, la C.F.D.T. y a donné une appellation : l'AUTOGESTION. La C.F.D.T. s'est déclarée pour l'Autogestion le 23 mai 1968.

Le Congrès Confédéral de Mai 1970 y a donné un certain contenu, a précisé les transformations qui doivent l'accompagner, l'abolition de la propriété privée, des moyens de production et d'échange, remplacée par la socialisation, la planification réellement démocratique basée sur la discussion et la décision par les travailleurs.

Plus que jamais, l'autogestion socialiste est d'actualité et nécessaire, c'est le socialisme dans la liberté et la responsabilité, le seul qui peut être accepté et construit en France.

L'Autogestion est au centre des débats de toute la Gauche, il s'agit de fait de la nature du socialisme que nous construirons en France, lorsque les préalables le permettront.

Il y a plusieurs conceptions de l'autogestion, la C.F.D.T. se doit d'y donner un contenu à partir de notre expérience de travailleur, de notre réflexion collective enrichie des expériences de socialisme déjà réalisées.

1^o - L'aspiration et la volonté autogestionnaire

En 1968 et également à travers les conflits qui se sont déroulés depuis, on constate de plus en plus que les travailleurs réagissent et manifestent contre la société capitaliste. Parfois, d'une manière vague ou confuse, mais significative d'une évolution. Les travailleurs réclament la possibilité de s'exprimer sur les conditions de travail, les modifications d'horaires, les problèmes d'emploi. Lors des conflits de moyenne ou longue durée, cette volonté se manifeste avec plus de précisions.

Le capitalisme dans sa recherche de profit maximum a constamment recherché de nouveaux moyens, qui de fait, ont modifié la situation des salariés dans les entreprises.

Dans les entreprises, en dépossédant progressivement la majorité des travailleurs de leur savoir-faire, d'où une progression importante d'O.S. par rapport aux ouvriers professionnels et par une couche technique qui s'agrandit. Mais même pour ces derniers salariés, la modernisation et la nouvelle organisation capitaliste tend à diminuer leur pouvoir de création et de décisions.

Cette situation des salariés fait que dans la période présente, c'est la couche technique et Cadres qui aspirent le plus à l'autogestion, car ils pensent que l'autogestion pourrait leur permettre de retrouver les prérogatives que leur supprime le capitalisme actuel.

Les O.S. et manœuvres, plus écrasés par des conditions d'exploitation plus difficiles, agissent comme des automates, ne peuvent pas penser et ne parlent pas à proprement dit d'autogestion, mais dans leur révolte et lors des conflits, ils expriment la volonté de travailler autrement.

Cette aspiration et cette volonté autogestionnaire doivent donc être analysées concrètement pour qu'elles ne deviennent pas une récupération d'une certaine couche de la population, en particulier des technocrates, au détriment des travailleurs à la production.

Par ailleurs, dans son développement, le capitalisme a constamment cherché à récupérer les aspirations et les revendications des travailleurs. On constate que, sous le terme d'autogestion, on nous présente la D.P.O. ou les groupes homogènes, la participation dans l'entreprise, qui n'ont d'autre but, que de permettre aux capitalistes d'accroître leur profit et de maintenir leur domination.

2° - Le socialisme autogestionnaire

L'autogestion n'est pas seulement la gestion des entreprises par les travailleurs mais c'est également la gestion de l'ensemble de l'économie, de la vie politique, culturelle dans tous les domaines et à tous les niveaux, dans le but de parvenir à terme à une société sans classe et sans état achevée du socialisme autogestionnaire.

Même si notre volonté autogestionnaire anime nos luttes d'aujourd'hui, le socialisme autogestionnaire est bien une perspective qui implique des préalables, une construction progressive et le pouvoir de la classe ouvrière.

LES PREALABLES

Le socialisme autogestionnaire ne pourra se réaliser que dans certaines conditions préalables.

1° Conquête du Pouvoir Politique Economique et des appareils d'Etat

Actuellement, le capitalisme détient tous les pouvoirs tant sur le plan économique que politique et, de ce fait, tous les appareils d'Etat qu'ils soient idéologiques, répressifs ou administratifs.

Déjà, en tant que patron, l'Etat Giscardien prend lui-même l'offensive pour imposer l'austérité à ses salariés : blocage des salaires, augmentation des charges de travail. Il intervient aussi directement dans l'économie par la privatisation et le démantèlement des services publics, par la politique des prix, par les fonds dégagés du budget pour l'aide à la restructuration capitaliste, etc.

Mais, le pouvoir d'Etat doit être compris au sens large, comme un ensemble complexe qui s'exerce sous des formes à la fois économiques, administratives et idéologiques, tant à travers des institutions

publiques (armée, police, justice, école, santé, plan, etc.) qu'à travers des institutions privées (école, santé, presse, services sociaux, etc.), l'Etat n'est pas une somme d'institutions immuables. Il est, à un moment donné, l'ensemble des structures à travers lesquelles une classe, ou une fraction de classe, exerce son hégémonie, sa domination, pour perpétuer son exploitation. L'Etat est un élément essentiel du dispositif de la lutte des classes et à l'intérieur des classes elles-mêmes.

Vouloir l'autogestion dans le système capitaliste serait faire abstraction de cette réalité et serait laisser le pouvoir fondamental aux mains de la bourgeoisie. L'autogestion ne peut donc se faire ni commencer dans un système capitaliste et implique des préalables que nous ne devons pas minimiser.

Globalement, l'autogestion ne se réalisera totalement que lorsque le capitalisme sera dépossédé de tous ses pouvoirs.

Le pouvoir politique permet au capitalisme de se maintenir, de se développer et de poursuivre l'exploitation des travailleurs pour en tirer le maximum de profits, c'est donc bien ce pouvoir politique qui doit être conquis en premier par les travailleurs et leurs organisations politiques.

Les luttes revendicatives visent à l'amélioration immédiate de la situation des travailleurs, elles n'ont pas à être subordonnées aux échéances électorales d'ailleurs choisies par la bourgeoisie, mais elles posent aussi la nécessité de la conquête du pouvoir politique à l'occasion d'élections ou de mouvements d'ampleur nationale à l'exemple de Mai 1968.

Cette première conquête par les forces politiques de Gauche, si elle est indispensable, ne saurait être en elle-même suffisante. Elle doit être utilisée pour que progressivement les capitalistes soient dépossédés de leur pouvoir économique et de leur pouvoir dans les appareils d'Etat : armée, police, justice, administration, enseignement, moyens d'information...

Dès l'occupation du pouvoir politique par les partis de gauche, nous devrons engager des luttes de masse et de classe pour neutraliser le patronat et imposer la satisfaction des revendications prioritaires des travailleurs :

a) — revalorisation importante du SMIC et des bas salaires :

- la suppression du salaire au rendement ;
- l'amélioration des conditions de travail en démontrant le coût réel des mauvaises conditions pour la Sécurité Sociale ;
- la retraite à 60 ans, 55 pour les femmes et pour tous ceux assujettis aux travaux pénibles, répétitifs ou insalubres ;
- par rapport à l'emploi, nous devons nous orienter vers la réduction de la durée du travail, 35 h par semaine.

b) **Notre soutien critique au niveau gouvernement de gauche suppose**

des droits nouveaux pour les travailleurs :

- réintégration de tous les militants et travailleurs licenciés pour activités syndicales ou politiques ;
- temps d'information payé pendant le temps de travail ;
- extension du congé-éducation et paiement par l'entreprise ;
- crédit d'heures pour la section syndicale ;
- droit aux informations économiques et financières réelles de l'entreprise ;

- statut unique de l'ouvrier au cadre.
- c) Sur le plan global, il faudra exiger des réformes de structures à tous les niveaux allant dans le sens des objectifs de transformation qui prendront alors toute leur signification :
 - des équipements collectifs, transport, santé, enseignement en sachant accepter des priorités ;
 - que les moyens d'information, presse, radio, télévision soient retirés du pouvoir capitaliste pour en faire des moyens populaires d'information et d'opinion, outil efficace de la classe ouvrière ;
 - des transformations économiques et une nouvelle orientation de la production, de la consommation et du commerce mondial.

En toutes circonstances et particulièrement dès l'occupation du pouvoir politique par les forces de Gauche, la mobilisation des masses populaires est indispensable pour éviter le retour de la Droite et avancer vers la conquête des pouvoirs d'Etat et économiques garantissant ainsi une période de réelle transformation révolutionnaire, pour aboutir à la transition au socialisme autogestionnaire.

Cette occupation du pouvoir politique par la Gauche ne sera pas encore l'autogestion, mais une phase nécessaire qui permettra aux travailleurs avec leur organisation d'accéder à la propriété sociale des moyens de production :

- à la transformation des rapports sociaux de production ;
- à la mise en place d'une planification démocratique ;
- à la prise en main progressive des appareils d'Etat.

Ces quatre éléments sont indispensables et indissociables. Ca ne sera pas encore l'autogestion mais seulement des moyens nécessaires pour qu'elle puisse se construire.

2^e Se situer dans le nouveau contexte

Ces différentes conditions définies abstrairement ne peuvent être considérées en dehors des conditions du contexte général dans lequel on aura à les amener et qui interviendront dans les moyens de réalisation.

Le capital ne se laissera pas déposséder si facilement de ses pouvoirs même si la majorité du peuple le souhaite et l'a démontré soit par des actions de masse soit par un vote massif.

Si nous tenons compte des expériences chiliennes ou portugaises, nous savons que nous aurons des coalitions contre le courant révolutionnaire et en particulier contre la classe ouvrière qui sera l'élément déterminant.

Les différentes couches du capital quelles qu'elles soient, monopoles, P.M.E., les gros paysans ou commerçants, la majorité des professions libérales, une partie de la couche technocratique, les églises, se coaliseront au nom de la défense des libertés pour maintenir leurs priviléges et leurs pouvoirs.

Par tous les moyens, le capitalisme international luttera pour défendre ses intérêts et son rôle hégémonique. Les U.S.A. joueront un rôle important pour maintenir leur domination sur l'Europe, et pour défendre l'exploitation et l'idéologie capitalistes.

Les principaux pays d'Europe, qu'ils soient franchement capitalistes ou socio-démocrates, s'associeront aux U.S.A. comme cela s'est produit au Chili et au Portugal.

3° - La construction du socialisme autogestionnaire

Le développement de la lutte de classe et l'état des forces productives au moment de la prise de pouvoir politique au cours de la première période seront déterminants dans le délai nécessaire pour construire l'autogestion.

Après la prise du pouvoir politique, il ne suffit pas de décréter que les travailleurs ont le pouvoir dans l'entreprise et la société pour qu'ils l'aient effectivement, il faut qu'ils aient les moyens concrets de l'exercer : temps, informations, formation, délibérations, décisions. Ce ne sont donc pas seulement des dispositions juridiques qui décideront de l'autogestion, on la construira par une lutte de classe permanente.

L'autogestion se construira progressivement en fonction des réalités économiques, sociales, politiques et culturelles. Elle dépend aussi de l'état des forces productives, elle sera différente dans un pays « dit sous-développé » d'un pays industrialisé comme la France.

Mais dès la prise du pouvoir politique des objectifs d'action et de transformation, des méthodes d'action et de décisions devront permettre d'aller dans le sens de l'autogestion.

- L'expropriation, la nationalisation et la socialisation des principaux moyens de production et d'échanges ;
- la remise en cause du rôle de l'Etat, armée, police, justice ;
- la conquête des différents moyens d'information, de culture et d'éducation ;
- la transformation du système d'enseignement et de formation ;
- la transformation des rapports sociaux de production, la suppression des cadences imposées et de la parcellisation abusive du travail ;
- la remise en cause de la division sociale du travail qui valorise le travail intellectuel et le sépare du travail manuel ;
- la revalorisation importante des bas salaires ;
- la diminution des écarts de salaires et de revenus, la gratuité de certains services collectifs ;
- le développement économique fondé sur la satisfaction des besoins sociaux.

Ces mesures viseront surtout à permettre à la classe ouvrière de jouer son rôle dans la transformation révolutionnaire de la société et de devenir la classe dominante.

Aux syndicats et partis révolutionnaires de jouer un rôle d'impulsion et de coordination pour affirmer le contrôle et le pouvoir de la classe ouvrière dans son ensemble à travers les conseils ouvriers d'entreprise et de conseils populaires dans les quartiers.

Progressivement, à mesure que nous avancerons, le contrôle ouvrier et populaire devra se transformer en pouvoir réel des travailleurs, véritable contre-pouvoirs, par rapport au pouvoir central.

Pour arriver à cette hégémonie, la classe ouvrière devra lutter et s'imposer à la minorité des exploiteurs et des technocrates qui chercheront à confisquer le pouvoir.

AUTOGESTION ET PLANIFICATION DEMOCRATIQUE

L'autogestion suppose la décision au niveau de l'entreprise, mais celle-ci doit s'insérer dans une planification démocratique, c'est au travers du plan que les travailleurs peuvent soumettre l'économie à leur décision collective et adapter la production aux besoins sociaux collectivement décidés.

Il faudra prévoir des formes démocratiques d'élaboration du plan à tous les niveaux. Si les travailleurs jouent un rôle décisif au moment de l'élaboration du plan, celui-ci ne sera pas quelque chose qui leur sera imposé de l'extérieur, mais l'expression de leur volonté collective.

Dans l'entreprise, les travailleurs décideront de la gestion. Il y aura des structures d'informations et de décisions, mais il faudra prévoir que les travailleurs productifs jouent un rôle prépondérant, car sous le couvert d'une démocratie formelle, il y aurait confiscation du pouvoir par les technocrates, les privilégiés de l'éducation et du savoir.

Rapports sociaux de production et pouvoir des travailleurs

Progressivement, il faudra produire autrement, modifier les techniques de production, il serait absurde par exemple de garder les chaînes de production en l'état et de parler de liberté et de pouvoir des travailleurs.

La modification des techniques n'implique pas obligatoirement le changement des rapports sociaux de production. Le travail en groupe le démontre, mais il prouve aussi que l'on peut travailler autrement.

Mais la modification des techniques doit permettre plus de créativité et de maîtrise des décisions pour les travailleurs, mais il ne faut pas sous-estimer la prédominance du capitalisme dans le monde. C'est bien en modifiant les rapports de production que les rapports sociaux changeront.

Pendant un certain temps, en fonction du développement de la lutte de classe, il y aura coexistence du mode de production capitaliste qui tendra à disparaître pour permettre au mode de production socialiste de devenir dominant.

La division entre travail manuel et intellectuel sera progressivement supprimée, il faudra donc relier la conception et la réalisation, le passage de techniciens et cadres à la production, sera recherchée même pour une période limitée pour éviter que se perpétue une nouvelle classe avec les privilégiés.

La lutte de classe doit se poursuivre pour éliminer au fur et à mesure de son développement l'exploitation, l'aliénation, les inégalités. Le processus autogestionnaire doit tendre à une égale diffusion du pouvoir entre tous les hommes et les femmes et permet

à chacun de contribuer à la construction de la société socialiste. C'est également de véritables « révolutions culturelles » qu'il faudra faire.

Mais une véritable démocratie suppose une égalité réelle, comme des inégalités existeront encore pendant une longue période, il faudra donc décider des mesures qui annulent les priviléges et avantages sociaux dont bénéficient certaines couches sociales. Il ne faut pas minimiser les avantages en matière d'information et de formation. **Il faudra donc des structures qui compensent ces inégalités de fait et garantissent que le pouvoir de décision appartienne effectivement aux travailleurs.** L'action des syndicats et des partis révolutionnaires aura un rôle d'impulsion dans ces structures.

Le rôle des syndicats sera important pour être les garants de la défense et de la volonté des travailleurs. Le droit de grève existera, mais les travailleurs devront être vigilants afin qu'il ne soit pas utilisé par les adversaires pour mettre en cause le pouvoir de gauche et le retour du capitalisme.

La droite essaiera de reconquérir son pouvoir par le sabotage économique et par une lutte idéologique intense sous différents aspects.

La lutte de classe contre la bourgeoisie, la bureaucratie et la technocratie devra se développer pour assurer le pouvoir aux travailleurs et permettre la construction de l'autogestion socialiste.

LA TRANSITION AU SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE

La construction du socialisme autogestionnaire, période de transition, exigerà des transformations radicales et préalables, la conquête du pouvoir d'Etat et du pouvoir Economique dominant. Ces pouvoirs étant conquis par la classe ouvrière, la transition ne commencera qu'avec la modification de ces pouvoirs, dans tous les domaines : politiques, économiques, répressifs, idéologiques, sociaux et culturels à tous les niveaux.

La période de transition ne pourra se déterminer qu'en fonction du contexte général mais devra avoir pour axe principal :

- le développement du pouvoir aux travailleurs par une lutte de classe contre la bourgeoisie qui cherchera à reprendre le pouvoir et pour s'opposer aux risques de bureaucratie et de technocratie ;
- la volonté d'arriver à une Société sans classe en développant l'autogestion à tous les niveaux et dans tous les domaines de la Société.

La transition au socialisme autogestionnaire est une période pendant laquelle **la classe ouvrière consolide son pouvoir dans les domaines économiques, politiques et idéologiques** en transformant les rapports sociaux de production et les structures de l'Etat dans le sens de nos perspectives socialistes autogestionnaires.

La lutte de masse et de classe sur tous les plans reste le moteur essentiel des transformations sociales. Elles permettent en effet de créer et de maintenir le rapport de force nécessaire à la réalisation des transformations révolutionnaires.

4° - Conséquences pour notre action aujourd'hui

Pour aboutir à la destruction du capitalisme, notre action quotidienne d'aujourd'hui s'inscrit dans le développement de la lutte de classe à tous les niveaux. Pour lutter contre l'exploitation capitaliste, nous devons développer des actions efficaces mobilisant le maximum de travailleurs afin de développer un rapport de force et imposer la satisfaction des revendications.

C'est surtout par les objectifs proposés et les méthodes d'action employées que les travailleurs perçoivent et découvrent l'orientation de la C.F.D.T. De ce point de vue, la lutte de LIP et tous les conflits ont porté des fruits. Nous devons favoriser la discussion et la décision collective **avec** les travailleurs.

En popularisant nos objectifs, en favorisant des méthodes d'action actives, nous travaillerons à un double but :

- Pour aujourd'hui, car c'est plus efficace,
- Pour demain car en cas de prise de pouvoir, des objectifs et des méthodes d'actions similaires réapparaîtront.

Ils conditionnent donc la mobilisation active des travailleurs et dans une certaine mesure, la forme du socialisme que nous construirons.

A. DES REVENDICATIONS POPULAIRES

Les travailleurs doivent lutter dans tous les domaines en avançant des revendications de masse et de classe.

Des revendications de masse, c'est-à-dire des revendications qui partent des problèmes concrets et immédiats des travailleurs. Des revendications de classe, c'est-à-dire des revendications qui développent les contradictions du système capitaliste, qui mettent à jour les causes de l'exploitation, son caractère de classe, qui combattent la logique capitaliste de l'accumulation.

C'est bien dans tous les domaines que les travailleurs doivent lutter. Dans la période actuelle de restructuration du capitalisme, un ensemble cohérent de revendications doit être avancé en ce qui concerne l'emploi, le pouvoir d'achat, les libertés, les conditions de travail, mais aussi l'enseignement, la sécurité sociale, le type de consommation, l'information, etc..

Ces revendications partant des problèmes concrets des travailleurs doivent viser à remettre en cause le développement logique du capitalisme et à accentuer ses contradictions.

- Remise en cause de la division des travailleurs qui se concrétise par des différences de qualification de salaires et de statuts avec leurs conséquences dans la vie sociale.
- Remise en cause et de la hiérarchie sous toutes ses formes mise en place par le capitalisme.
- Exiger le statut unique et la réduction des inégalités de salaire et d'avantages sociaux.
- Prioriser les bas salaires et augmenter la masse salariale que

veut nous imposer le patronat.

- Démystifier constamment les informations, projets de réforme ou tout autre moyen que peuvent employer gouvernement et patronat, tant pour maintenir l'exploitation des travailleurs que pour en faire accepter les nouvelles formes (réforme Haby, réforme de l'entreprise, loi sur la formation Professionnelle, les licenciements, contrats à durée déterminée et intérimaires, les conditions de travail, indemnités de chômage).

B. DES METHODES COLLECTIVES D'ACTION

Si notre action porte sur les revendications, il nous faut également rechercher les formes d'action qu'il faut avancer dans la situation actuelle pour contrer et mettre en difficulté la politique globale du Patronat et Gouvernement allant dans le sens de nos perspectives socialistes autogestionnaires.

Nous devons bien situer les méthodes d'action dans la période d'aujourd'hui, elles conditionnent la forme de la prise du pouvoir politique avec les partis de la classe ouvrière et notre conception des rapports Syndicats-Partis concrètement dans l'action.

Si nous ne devons pas attendre passivement les élections, nous pouvons engager certaines actions communes avec les partis politiques et les obliger à prendre en compte nos objectifs, exemple: la garantie de l'emploi sur place.

Le fonctionnement du Syndicat ou de la Section Syndicale permet la mobilisation de l'ensemble des travailleurs pour :

- permettre en développant un rapport de force, de négocier une situation moins intolérable et de poursuivre la lutte pour atteindre d'autres objectifs toujours plus fondamentaux ;
- engager, à partir des situations d'exploitation vécues par les travailleurs dans les usines, une remise en cause permanente du pouvoir patronal orientée vers la nécessité d'un changement radical des structures économiques sociales et politiques.

C'est à notre capacité de mobiliser la masse des travailleurs sur ces deux aspects que nous pouvons mesurer l'efficacité de notre Organisation.

Il est donc important de s'interroger sur notre pratique journalière de masse, sur nos méthodes et moyens d'action.

Si la conduite des luttes appartient aux travailleurs avec leurs Organisations syndicales, cela exige une liaison étroite et permanente entre les travailleurs et la C.F.D.T.

Pratique de l'Information

L'Information des travailleurs est un élément indispensable de notre action. Aussi, il est important de regarder la façon dont cette information est diffusée, mais aussi voir la façon dont elle est perçue à la base et donc de réfléchir sur le contenu de notre information.

De l'expérience, il ressort que l'information doit :

- partir des problèmes concrets d'actualité vécus par les travailleurs ;
- d'analyser la situation dans laquelle ils sont ;
- et ensuite pouvoir participer effectivement à l'élaboration des revendications et formes d'action.

Si notre information doit partir du concret, du vécu, elle doit

aussi aller plus loin et aider les travailleurs à dépasser le cadre de l'entreprise.

Elaboration des revendications

Nos informations, notre pratique doivent permettre de mettre à jour les problèmes des travailleurs. Cela doit pouvoir s'exprimer largement dans les débats et les contacts avec les travailleurs.

A partir de cette réalité, l'organisation syndicale doit analyser la situation et diffuser ses propositions de revendications et d'actions adaptées pour les faire aboutir. Ces propositions étant à nouveau discutées par l'ensemble des travailleurs dans un débat organisé par la section syndicale.

La section syndicale doit veiller à ce que les **revendications générales** proposées soient **unifiantes** et permettent au maximum de catégories de se retrouver dans la lutte collective.

C. DES LUTTES DE MASSE UNITAIRES ET ANTICAPITALISTES

Les luttes doivent partir de l'entreprise, mais pour combattre également le capitalisme à tous les niveaux, de l'entreprise, au plan local, national et international, il faut aussi des actions d'ensemble sur les problèmes généraux et communs à tous les travailleurs.

Nous devons donc rechercher et proposer aux travailleurs des luttes de masse unitaire pour imposer la satisfaction de l'ensemble des revendications posées à tous les niveaux.

L'unité des travailleurs est le moyen important pour l'efficacité des luttes, elle répond à une aspiration profonde des travailleurs.

Dans la clarté, l'unité d'action doit être recherchée, notamment avec la C.G.T.

"Les luttes ne développent pas naturellement ni durablement une prise de conscience de classe; le mouvement ouvrier américain est là pour en témoigner. Mais à partir des luttes, l'organisation syndicale fait découvrir aux travailleurs que l'on ne se bat pas seulement contre un patron, ni même contre une politique patronale, mais plus largement contre la logique d'un système qu'il s'agit de renverser. C'est ce qu'on appelle la politisation des luttes. C'est concrètement dans l'action et plus particulièrement dans les nombreux conflits que les travailleurs prennent conscience de l'exploitation de la police et de la justice de classe. Le rôle de l'organisation syndicale est indispensable pour démasquer la politique du pouvoir en matière de répression policière, administrative ou judiciaire à l'encontre des travailleurs et des militants.

Dans les luttes, les travailleurs prennent conscience des conséquences de leur exploitation. L'action crée des conditions favorables pour qu'ils passent de cette prise de conscience des conséquences à l'analyse des causes de cette exploitation. C'est à partir, à la fois de l'action et de la théorisation de cette action que les travailleurs remettent en cause le système capitaliste et luttent pour sa suppression.

Les actions sortent souvent de la légalité actuelle, mais ce ne doit pas être le fait d'une avant-garde mais de l'ensemble des travailleurs concernés. Si l'action liée à la réflexion permet de mieux

préciser l'importance du combat de classe, c'est bien au maximum de travailleurs que cela doit s'adresser et non pas à une minorité déjà convaincue. D'autre part, cette pratique d'action mettant dans le coup le plus grand nombre, permet de découvrir de nouveaux militants dans le combat anti-capitaliste.

L'UNION DES FORCES POPULAIRES

A certains moments et sur des objectifs clairs, il est nécessaire d'engager des luttes communes soutenues par les Syndicats, partis de Gauche, Associations familiales et culturelles pour faire avancer des revendications et lutter contre le système capitaliste. Cela constitue dans l'action, l'Union des Forces populaires.

A travers l'union des forces populaires, il s'agit de regrouper les forces populaires qui agissent sur une base de classe, les travailleurs formant bien entendu la majorité de ces forces, sans exclusive. Il ne peut y avoir de stratégie révolutionnaire sans une classe ouvrière hérogénonique au sein de cette Union. Cette Union est d'abord un mouvement de masse qui, dans son avancée, entretient une dialectique constante avec l'ensemble des composantes de gauche. Cela est différent d'un accord sur un programme de gouvernement et, plus encore, d'une liaison organique avec des partis pour l'application de ce programme. Cette Union respecte les fonctions propres à ses différentes composantes (syndicats, partis politiques, organisations culturelles...) et permet une prise en charge globale d'objectifs que chacune peut assumer seule.

Nous savons tous que les concessions obtenues dans le cadre du système capitaliste sont récupérables comme le sont aussi les acquis en matière de prise de conscience ou de politisation des travailleurs.

Mais les résultats aux élections sont partiellement à un moment donné, la conséquence du développement de l'action collective.

Notre stratégie est celle de la prise du pouvoir par l'action de masse et de classe à tous les niveaux car elle seule peut garantir une période de réelle transformation révolutionnaire, pour aboutir au socialisme autogestionnaire.

Il est donc très important de bien se situer dans cette perspective de la conquête de pouvoir politique par le développement de l'action des travailleurs et de l'Union des Forces Populaires.

D) RENFORCER LA C.F.D.T. SUR DES BASES CLAIRES

Les sections syndicales doivent donc être en capacité d'analyse permanente de la situation, de faire des propositions aux travailleurs. Elles doivent démontrer que les luttes sont efficaces et faire connaître les expériences, les réflexions, les résultats acquis dans d'autres actions. Le syndicat joue le rôle de mémoire d'information et d'orientation des travailleurs.

En permanence, les structures syndicales prennent toute leur importance. Elles doivent être mobilisées pour soutenir la lutte des travailleurs mais également être à même d'alimenter la réflexion collective à tous les niveaux.

Nous devons donc développer notre rapport de force et renforcer la C.F.D.T. sur des positions claires, nettement anticapitalistes.

Plus que jamais, nous devons développer l'implantation dans toutes les catégories et en priorité les travailleuses et travailleurs de production et qu'ils soient présents à tous les niveaux de responsabilités.

Avec cette priorité, le renforcement de la C.F.D.T. doit se concrétiser par :

- une politique systématique d'adhésion, d'implantation, de soutien et d'organisation,
- l'information et la formation des militants sur le plan théorique, idéologique, politique et pratique visant à renforcer la capacité de l'organisation pour une pratique d'action de masse et de classe,
- l'utilisation des droits syndicaux et leur élargissement : heure d'information, temps pour la section syndicale, augmentation et paiement intégral du congé-éducation par les employeurs,
- l'information et la discussion collective avec les travailleurs,
- une action commune sur les problèmes généraux ou ayant un sens collectif avec les partis politiques se réclamant du socialisme,
- une volonté de développer l'action à tous les niveaux, de l'entreprise, au plan interprofessionnel, local, national, international,
- une participation active des travailleurs dans les luttes menées par les sections syndicales.

Nous voulons mobiliser les travailleurs à partir d'objectifs et de méthodes d'action qui découlent à la fois de notre volonté de changer la condition ouvrière actuelle et de notre orientation C.F.D.T. pour le socialisme autogestionnaire. Pour être crédibles et influents dans la lutte syndicale d'aujourd'hui et influencer les changements de demain, il faut sérieusement augmenter le rapport de force C.F.D.T. au sein de la classe ouvrière.

Ce n'est pas une affaire de boutique, il s'agit d'une lutte de classe à organiser pour l'action d'aujourd'hui et le socialisme démocratique autogestionnaire de demain.

Cette volonté passe par le renforcement de nos moyens d'action, notamment par :

- des adhérents nombreux,
- des implantations nouvelles,
- des militants motivés et disponibles,
- une formation syndicale permanente,
- des structures démocratiques et réellement au service de l'action,
- des finances à tous les niveaux.

Sur ces bases claires, notre Organisation se développera afin d'augmenter le rapport de force C.F.D.T. dans la classe ouvrière et donc dans la Gauche en France pour changer réellement la condition ouvrière actuelle et imposer par l'action de masse et de classe, les transformations préalables qui permettront de construire le socialisme autogestionnaire.

Extraits de la résolution générale du congrès de Flers Mai 1974

Conquérir le pouvoir politique

- 36 La libération des travailleurs exige le renversement du système capitaliste et la construction d'une société socialiste autogestionnaire.
- 37 Nous devons donc agir pour la conquête du pouvoir politique avec les partis de la classe ouvrière, à l'occasion d'élections ou de mouvements d'ampleur nationale à l'exemple de mai 1968.
- 38 La CFDT considère comme essentielle la distinction des fonctions des organisations syndicales et des partis politiques. Cette distinction est à maintenir quel que soit le gouvernement ou le système en place.

Conquérir le pouvoir d'état

- 39 La conquête du pouvoir politique (présidence, gouvernement, députés, administration, ...) est un préalable, mais elle est insuffisante pour entamer des transformations fondamentales, il faut donc conquérir le pouvoir d'Etat (armée, police justice, enseignement, information, etc.).
- 40 La prise du Pouvoir d'Etat suppose donc le contrôle des principales superstructures pour éviter un retour de la Droite et s'opposer au fascisme.
- 41 La conquête du pouvoir politique et du pouvoir d'état, la prise du pouvoir économique sont préalables à la transition au socialisme qui pourra permettre de construire une société socialiste autogestionnaire.

Conquérir le pouvoir économique

- 42 La gauche au pouvoir doit entraîner une nouvelle orientation de l'économie. Outre les nationalisations, l'expropriation et la socialisation des moyens de production doivent être envisagées avec la poursuite de l'activité économique sous le contrôle des travailleurs.
- 43 Un nouveau type de développement exige un autre mode de vie, une manière de vivre différente, de nouveaux rapports de production entraînant d'autres rapports sociaux dans l'entreprise et la société, dans les rapports entre manuels et intellectuels.
- 44 Pour se maintenir au pouvoir politique, accéder au pouvoir d'état, conquérir le pouvoir économique, la gauche aura besoin du soutien actif et critique des masses populaires et nous aurons un rôle particulier à jouer dans cette mobilisation des travailleurs.